



La croissance démographique des métropoles s'accélère

Entre 2011 et 2016, la croissance démographique d'Auvergne-Rhône-Alpes est plus soutenue qu'au niveau national (+ 0,7 % par an en moyenne contre + 0,4 %). Sept établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sur dix gagnent des habitants sur cette période, le plus souvent grâce aux excédents combinés des naissances sur les décès et des arrivées sur les départs. La croissance de la population dans les métropoles s'accélère entre les périodes 2006-2011 et 2011-2016. Quel que soit le type d'EPCI, plus la densité de population est faible, plus le dynamisme démographique ralentit. Les EPCI les moins denses perdent même des habitants. Par ailleurs, l'essor démographique est toujours plus marqué dans les communautés de communes proches de Genève, alors que la population diminue dans les massifs savoyards et au sud-ouest de la région.

Christelle Thouilleux, Emma Bianco, Insee

Au 1^{er} janvier 2016, Auvergne-Rhône-Alpes compte 7,9 millions d'habitants. Entre 2011 et 2016, sa population augmente de 0,7 % par an en moyenne. Ce rythme, semblable à celui de la période 2006-2011, se distingue du niveau national où la croissance démographique ralentit. Il correspond à 560 000 habitants supplémentaires dans la région en dix ans, entre 2006 et 2016. À une échelle géographique plus fine, le dynamisme démographique de la région se retrouve dans la plupart des établissements publics de coopération intercommunale (*encadré*).

Sept EPCI sur dix gagnent des habitants entre 2011 et 2016

Entre 2011 et 2016, la population augmente dans 119 des 166 EPCI que compte la région, soit sept sur dix (*figure 1*). C'est légèrement moins qu'entre 2006 et 2011, période durant

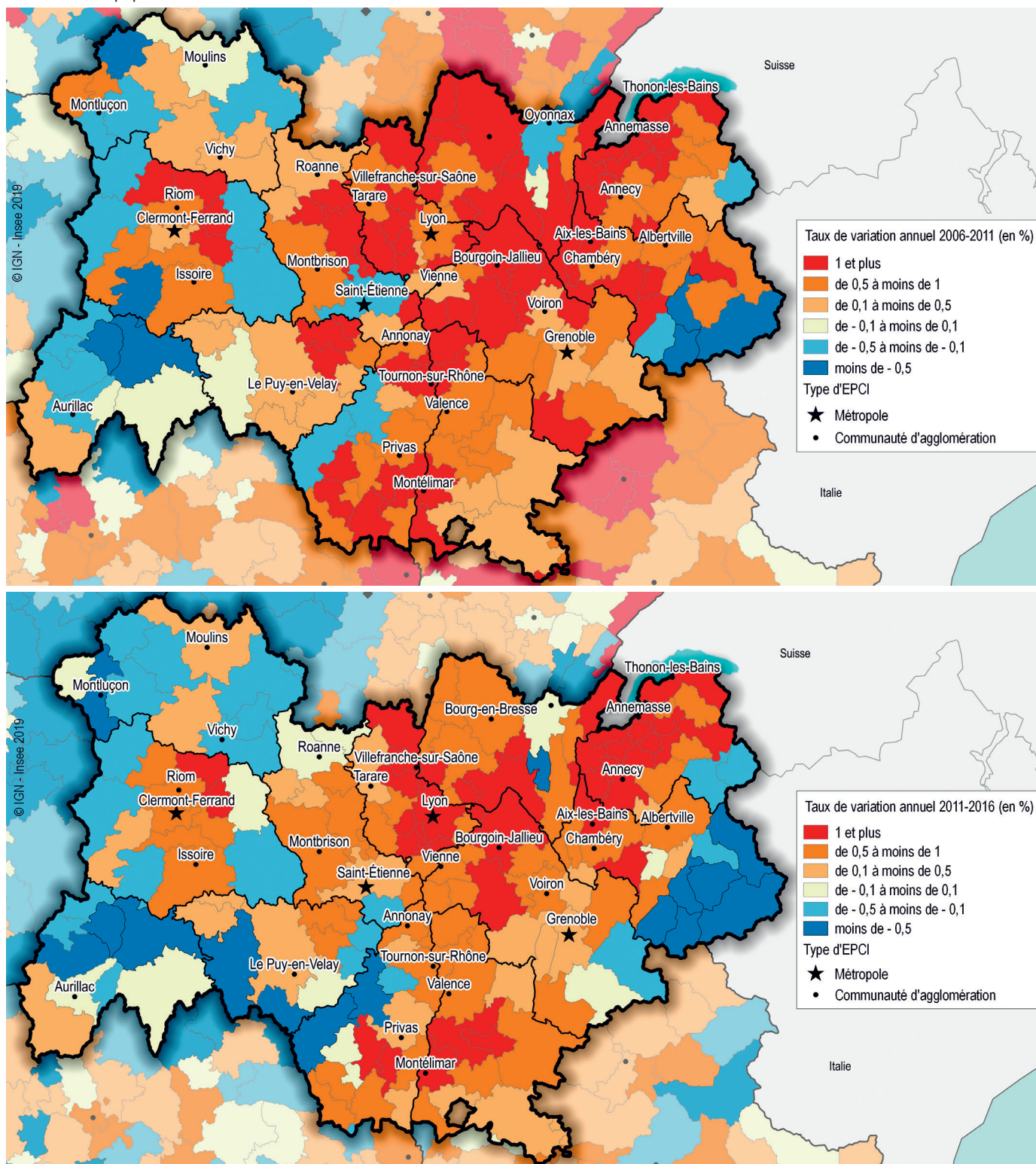
laquelle huit EPCI sur dix ont gagné des habitants. 91 EPCI cumulent à la fois un excédent des naissances sur les décès (solde naturel positif, *définitions*) et un excédent des arrivées sur les départs (solde migratoire positif, *définitions*). À l'inverse, une dizaine d'EPCI cumulent déficit naturel et déficit migratoire.

Les métropoles sont les EPCI les plus denses et les plus peuplées (*définitions*). Les communautés d'agglomération se trouvent plutôt dans les zones urbaines tandis que les communautés de communes sont souvent de taille plus réduite et couvrent davantage les territoires ruraux. Sur deux périodes quinquennales successives (2006-2011 et 2011-2016), l'évolution des taux de croissance de la population diffère selon le type d'EPCI et montre une tendance à la réurbanisation. Ainsi, la croissance démographique de l'ensemble des métropoles de la région accélère de + 0,5 % entre 2006

et 2011 à + 0,7 % entre 2011 et 2016. Au contraire, celle de l'ensemble des communautés de communes ralentit de + 1 % pour 2006-2011 à + 0,8 % pour 2011-2016. La croissance des communautés d'agglomération de la région reste soutenue et stable sur les deux périodes (+ 0,7 %). En Auvergne-Rhône-Alpes, les communautés de communes affichent donc toujours le plus fort dynamisme démographique, en taux de croissance comme en nombre d'habitants supplémentaires. Elles accueillent en moyenne 22 700 nouveaux habitants chaque année, contre 17 700 pour les métropoles et 16 100 pour les communautés d'agglomération. Toutefois les taux de croissance de la population des différents types d'EPCI ont tendance à s'homogénéiser sur la période récente. Au niveau national, au contraire, les métropoles sont devenues les EPCI les plus dynamiques démographiquement.

1 Le dynamisme des EPCI se concentre au plus proche des grandes agglomérations

Évolution de la population dans les EPCI entre 2006 et 2011 et entre 2011 et 2016



Sources : Recensements de la population 2006, 2011 et 2016

La croissance de la population s'accélère dans les métropoles

L'accélération de la croissance de la population dans les métropoles de la région est portée par une nette progression du solde migratoire. Le solde naturel, positif dans toutes les métropoles, reste stable par rapport à la période 2006-2011 (+0,7 % en moyenne par an).

Si la croissance démographique s'accélère dans les métropoles de Lyon, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand, elle reste stable à Grenoble (figure 2).

Avec 1 381 000 habitants au 1^{er} janvier 2016, la Métropole de Lyon est la 1^{re} métropole de la région et la 3^e métropole la plus peuplée de France, derrière celles du Grand Paris et d'Aix-Marseille-Provence. Sa croissance est soutenue entre 2011 et 2016 (+1,1 % par an), au 6^e rang national derrière cinq métropoles de l'ouest de la France. Elle accélère par rapport à la période 2006-2011 (+0,8 % par an), du seul fait de l'évolution du solde migratoire qui devient positif (+0,2 % entre 2011 et 2016 contre -0,1 % entre 2006 et 2011).

C'est également le cas de la métropole de Clermont-Ferrand, dont la croissance démographique passe de 0,2 % entre 2006 et 2011 à 0,5 % entre 2011 et 2016, grâce à l'inversion du solde migratoire qui devient excédentaire.

À Grenoble, 2^e métropole de la région avec 443 000 habitants au 1^{er} janvier 2016, l'évolution de la population est stable entre 2006 et 2016 (+0,3 % par an en moyenne). C'est la seule métropole nationale (hors celle du Grand Paris) qui ne connaît pas d'accélération

de sa croissance démographique. Le moteur reste l'accroissement naturel (+ 0,7 % sur les 2 périodes), qui compense le déficit migratoire. Les territoires périurbains et ruraux de la métropole grenobloise connaissent un ralentissement important de leur croissance démographique.

La métropole de Saint-Étienne gagne des habitants sur la période récente (2011-2016) alors qu'elle en perdait sur la période précédente. Ce regain provient du solde migratoire qui, même s'il reste déficitaire, s'améliore nettement.

Les EPCI les moins denses restent à l'écart de la croissance démographique

Au cours des dernières décennies, les territoires denses se sont fortement étendus, sous l'effet de la périurbanisation. Le dynamisme démographique des EPCI dépend de leur densité (figure 3). L'attractivité des EPCI les plus denses (au moins 400 habitants au km²) s'accroît, leur croissance passant de 0,5 % entre 2006 et 2011 à 0,8 % par an entre 2011 et 2016. L'amélioration du solde migratoire, qui devient excédentaire, explique cette accélération. Il vient ainsi se cumuler à un accroissement naturel déjà élevé, en lien avec une population jeune dans les espaces urbains. Pour tous les autres EPCI, la croissance démographique ralentit ou, pour les moins denses, la baisse de population s'accroît. Ce ralentissement est d'autant plus important que la densité de l'EPCI est faible, ce qui témoigne d'une réurbanisation des territoires. Si la croissance des EPCI de densité intermédiaire (de 25 à 400 hab./km²) reste portée par un excédent migratoire, elle est toutefois freinée par une baisse conjointe des soldes naturel et migratoire par rapport à la période 2006-2011.

À l'opposé, les EPCI les moins denses (densité inférieure à 25 hab./km²), situés dans les espaces ruraux et montagneux de la région, sont les seuls à perdre des habitants. Ce déclin est dû à un solde naturel déficitaire entre 2006

et 2016. Même si le solde migratoire est excédentaire, il peut finalement contribuer à dégrader le solde naturel, car les nouveaux arrivants sont en moyenne plus âgés et contribuent ainsi au vieillissement structurel de la population.

Les communautés de communes proches de Genève toujours en forte croissance

La proximité de Genève attire toujours de nombreux habitants. Les trois communautés de communes (CC) à la frontière suisse (Genevois, Pays de Gex et Pays de Cruseilles) arrivent en tête des taux de croissance les plus forts (respectivement 3,8 %, 3,0 % et 2,4 % par an entre 2011 et 2016), en lien avec le développement de la métropole helvétique (figure 4). La croissance de la CC du Genevois s'accroît entre 2011 et 2016 par rapport à la

période 2006-2011, alors que la croissance des deux autres CC ralentit. Le principal moteur de ces évolutions est le solde migratoire. Par ailleurs, parmi les cinq communautés d'agglomération de la région ayant les plus forts taux de croissance entre 2011 et 2016, quatre d'entre elles sont sous l'influence de Genève.

La croissance de la population est également soutenue autour de Lyon. Au niveau régional, la CC Lyon Saint-Exupéry-en-Dauphiné connaît la plus forte progression de croissance, passant de 1,0 % entre 2006 et 2011 à 2,4 % entre 2011 et 2016.

Enfin, la communauté d'agglomération de Montélimar connaît également un essor démographique important (1,6 % entre 2011 et 2016), provenant essentiellement de son excédent migratoire.

2 L'excédent naturel, principal moteur de la croissance démographique des métropoles

Évolution de la population et contribution des soldes naturel et migratoire dans les quatre métropoles d'Auvergne-Rhône-Alpes (en %)

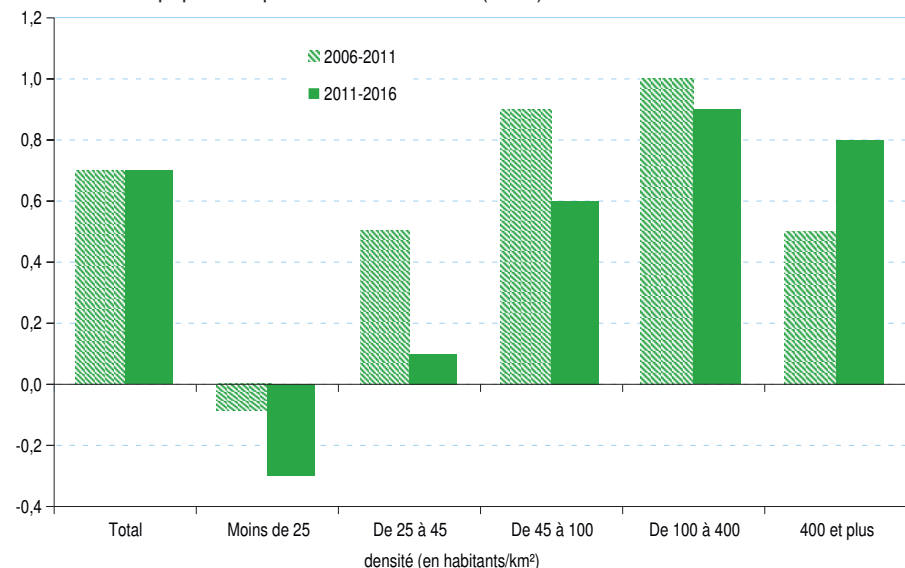


Note de lecture : entre 2011 et 2016, la croissance démographique de la Métropole de Lyon atteint + 1,1 % avec une contribution du solde naturel de + 0,9 % et du solde migratoire de + 0,2 %.

Sources : Recensements de la population 2006, 2011 et 2016

3 Plus la densité des EPCI est faible, moins leur démographie est dynamique

Évolution de la population par tranche de densité (en %)



Note : la densité est calculée à partir de la population 2016.

Sources : Recensements de la population 2006, 2011 et 2016

Un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre est un groupement de communes qui exerce des compétences obligatoires, prévues par la loi, et des compétences facultatives, confiées par les communes. Désormais, les EPCI à fiscalité propre peuvent être de quatre formes qui sont, par ordre décroissant de taille et de nombre de compétences exercées : métropole, communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes. Le zonage en EPCI est une partition fine du territoire national différenciant les espaces intercommunaux suivant leur niveau de population.

Au 1^{er} janvier 2018, Auvergne-Rhône-Alpes compte 166 EPCI à fiscalité propre. On dénombre 4 métropoles, y compris la Métropole de Lyon qui a un statut particulier (définitions), 27 communautés d'agglomération (CA) et 135 communautés de communes (CC). Les CC regroupent 69 % des communes de la région, mais 38 % de sa population. La population se répartit ensuite de façon équilibrée entre CA (30 %) et métropoles (32 %). Saint-Étienne et Clermont-Ferrand sont devenues des métropoles au 1^{er} janvier 2018. La région ne compte plus de communauté urbaine.

4 Forte croissance à proximité de Genève et déclin en Maurienne et dans l'ouest Ardèche

Évolution de la population et contribution des soldes naturel et migratoire pour les cinq EPCI aux variations de population les plus fortes ou les plus faibles

EPCI	Population			Taux de variation annuel moyen (en %)					
	2006	2011	2016	de la population		dû au solde migratoire		dû au solde naturel	
				2006-2011	2011-2016	2006-2011	2011-2016	2006-2011	2011-2016
CC du Genevois (74)	32 299	36 669	44 185	+ 2,6	+ 3,8	+ 1,9	+ 3,0	+ 0,7	+ 0,8
CC du Pays de Gex (01)	68 243	80 155	93 027	+ 3,3	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,4	+ 0,5	+ 0,6
CC du Pays de Cruseilles (74)	11 517	13 444	15 166	+ 3,1	+ 2,4	+ 2,3	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,9
CC Lyon Saint-Éupéry-en-Dauphiné (38)	23 082	24 273	27 329	+ 1,0	+ 2,4	+ 0,1	+ 1,4	+ 0,9	+ 1,0
CC du Pays Rochois (74)	22 936	24 937	27 787	+ 1,7	+ 2,2	+ 0,9	+ 1,5	+ 0,7	+ 0,6
...									
CC Coeur de Maurienne Arvan (73)	15 779	15 464	14 756	- 0,4	- 0,9	- 0,6	- 0,9	+ 0,2	0,0
CC de la Montagne d'Ardèche (07)	5 319	5 218	4 957	- 0,4	- 1,0	+ 0,5	- 0,1	- 0,9	- 0,9
CC Maurienne Galibier (73)	6 065	5 789	5 461	- 0,9	- 1,2	- 1,0	- 1,2	+ 0,1	0,0
CC Val Eyrieux (07)	13 779	13 524	12 744	- 0,4	- 1,2	+ 0,1	- 0,4	- 0,4	- 0,7
CC du Plateau d'Hauteville (01)	6 538	6 525	6 132	0,0	- 1,2	0,0	- 1,0	- 0,1	- 0,2

Sources : Recensements de la population 2006, 2011 et 2016

Déclin démographique dans les massifs savoyards et au sud-ouest de la région

Entre 2011 et 2016, la population baisse dans les massifs savoyards et au sud-ouest de la région. Les moteurs de la baisse de population diffèrent selon les territoires. Au sud-est de la Savoie, le déclin démographique s'explique par un déficit migratoire, que ne compense pas le solde naturel. L'attractivité de ces territoires peut être contrainte, notamment par des questions d'accessibilité et des difficultés économiques. La CC Maurienne Galibier, avec une baisse de 1,2 % de sa population par an, figure ainsi parmi les EPCI dont la population baisse le plus fortement entre 2011 et 2016.

Dans l'ouest auvergnat, c'est le solde naturel qui explique la déprise démographique, en lien avec une faible natalité et une population vieillissante. Au sein de la région, les communautés d'agglomération de Montluçon, Vichy, et Aurillac sont celles, avec Roanne, qui ont le déclin le plus fort. Ces territoires font partie, au niveau national, de la diagonale « continentale », allant du nord-est de la France au sud du Massif central, où les îlots de croissance se raréfient. Cette diagonale a tendance à s'étendre sur la période récente par rapport à 2006-2011.

Les EPCI de l'ouest de l'Ardèche cumulent déficit migratoire et naturel. De plus, leur situation démographique s'est détériorée par rapport à la période précédente. ■

Définitions

Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la **métropole** était initialement un EPCI regroupant des communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences.

Contrairement aux autres métropoles, la **Métropole de Lyon** est une collectivité territoriale à part entière et non un EPCI. La Métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles. Elle regroupe 18 % de la population régionale.

Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la **communauté d'agglomération** est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centres de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la **communauté de communes** est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

Le **solde naturel** (ou excédent/déficit naturel) est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

Le **solde migratoire** est la différence entre le nombre de personnes entrées sur un territoire donné et le nombre de personnes qui en sont sorties, au cours de la période considérée. Il est estimé par le solde migratoire apparent (ou solde apparent des entrées sorties), obtenu par différence entre la variation totale de la population au cours de la période considérée et le solde naturel.

Insee Auvergne-Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :
Aude Lécroart
Philippe Mossant

Mise en page :
Agence Elixir, Besançon

Crédits photos : Fotolia

ISSN : 2495-9588 (imprimé)

ISSN : 2493-0911 (en ligne)

© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « Démographie des EPCI : la croissance se concentre dans et au plus près des métropoles », *Insee Première* n° 1729, janvier 2019
- « La croissance démographique reste soutenue, grâce au dynamisme des grandes aires urbaines » *Insee Flash Auvergne-Rhône-Alpes* n° 41, décembre 2018
- « Un tiers de la population habite dans une des quatre métropoles », *Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes* n° 72, décembre 2018

